que toute concession faite par la dite défenderesse du dit lot de terre depuis le 14 Juin 1817, était nulle, que son action n'en était pas moins bien fondée, ayant par ses sommations des 5 Août 1815 et 14 Juin 1817, acquis un droit à la concession de ce même lot ; que les prétendus actes de concession du 21 Juillet 1817 étaient nuls et devaient être déclarés tels par la cour, parce qu'ils avaient été passés par collusion, et uniquement dans la vue de frauder le demandeur et les habitants qui avaient demandé en concession les terres désignées dans ces prétendus actes, les mêmes jours que le dit demandeur, de leurs justes droit.

Enfin le demandeur disait que la défenderesse était non-recevable à plaider sa dernière exception, 1o. parceque la défenderesse prétendant, dans ses premières exceptions, avoir concédé la dite étendue de terre, ne pouvait être admise à plaider qu'elle avait droit de la retenir comme faisant partie de son domaine ; 2o. Parce qu'elle ne pouvait sous le faux prétexte de retenir la dite étendue de terre comme faisant partie de son domaine, se refuser de la concéder au demandeur sur la demande qu'il lui en avait faite ; 3o. Parce qu'enfin elle avait, indépendamment de la dite étendue de terre, des domaines considérables et beaucoup plus étendus que ceux qu'elle avait droit, en loi, de se réserver, et que d'ailleurs la dite étendue de terre avait été désignée pour être concédée.

Sur motion du demandeur, 19 Février 1821, la cause est appointée pour l'enquête, au 5 Mars suivant.

L'on trouve, dans les registres de la cour, un interlocutoire en date du lendemain, savoir du 20 Février 1821, rendu *du consentement des parties*, lequel ordonne que, par deux arpenteurs qui y sont nommés, " il sera procédé à voir, visiter et mesurer de toutes parts l'étendue de terre demandée en concession par le dit demandeur à la dite défenderesse, et désignée dans la dite déclaration..

1817, date
seignen-
1817, jour
de lui
ant le dit
ne ne pou-
jugement
avant ce

substance,

toutes sor-
tituée à une
les prévôts
(1)

re plus spé-
ne certaines
ils ont une
ux, les lieu-
ns, des gre-
les bureaux
de marbre,
et des mon-

jurisdiction
l'intendant,
justice roya-
e et limitée
ne partie de
es juges de
cer. L'ex-
être débou-

580.